BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces..... 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 2025

73 – SAVOIE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHAMBÉRY

Jugement d'ouverture

Date : 5 mars 2019.
Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.
830 257 119 RCS Chambery.
830 257 119 RM 73.
AVENAS.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : toutes activités sportives et récréatives notamment : Paint-Ball, trampoline (sur place ou en location), Accrobranches, laser Game, etc.achat, vente, location de tous matériels et articles de sports et de loisirs.toutes prestations liées à Ces activités.snack, restauration rapide.crêperie, glacier.vente de tous produits solides et liquides à consommer sur place ou à emporter.achat et vente de produits et articles régionaux, confiseries, cadeaux, articles publicitaires.conception et organisation de soirées, Spectables, séminaires et de toutes manifestations récréatives ou sportives.carrelage, tous travaux de revêtement des sols et des murs..
Adresse : lieu-dit la Gare, R.N.6, 73800 Chignin.
Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 7 janvier 2019 désignant administrateur Me Meynet Robert 1 Place de la Libération 73000 Chambéry avec les pouvoirs : outre les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, d'assister l'entreprise débitrice dans tous ses actes de gestion., mandataire judiciaire SELARL Etude Bouvet & Guyonnet / Me T.Bouvet Et Jf Guyonnet 44 Avenue Charles Montreuil L'Axiome - BP 60219 73002 Chambéry Cedex.Les créances sont à déclarer, dans les deux mois de la présente publication, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse https://www.creditors-services.com.